



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Décision d'examen au cas par cas n° 2024-8339
en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord,
préfet de la région Hauts-de-France,
préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand Gaume, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 donnant délégation de signature en matière d'évaluation environnementale des projets à Monsieur Julien Labit, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° 2024-8339, déposé complet le 16 octobre 2024, par la société Réseau de transport d'électricité (RTE) relatif au projet de création et de raccordement d'un poste électrique RTE-Enedis 400 000/225 000/20 000 volts, sur la commune de Bonneuil-les-Eaux, dans le département de l'Oise ;

L'agence régionale de santé Hauts-de-France ayant été consultée le 29 octobre 2024 ;

Considérant ce qui suit:

1. le projet, qui consiste à créer et à raccorder un poste électrique RTE-Enedis 400 000/225 000/20 000 volts, relève de la rubrique 32. du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les postes de transformation dont la tension maximale de transformation est égale ou supérieure à 63 kilovolts ;

2. le projet prévoit :

- la création de deux postes mitoyens (400 000/225 000/20 000 volts) sur une superficie d'environ 5,6 hectares en première phase, auxquels pourraient s'ajouter 1,6 hectares supplémentaires en seconde phase ;
- le raccordement du poste RTE par une liaison aérienne de 70 mètres (entrée en coupure) sur la ligne aérienne 400 000 volts Argœuves – Terrier 1.

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine qui nécessitent une étude d'impact ;

Décide

Article 1^{er} :

Le projet de création et de raccordement d'un poste électrique RTE-Enedis 400 000/225 000/20 000 volts, sur la commune de Bonneuil-les-Eaux, dans le département de l'Oise, déposé par la société Réseau de transport d'électricité (RTE), n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet de la DREAL Hauts-de-France.

Fait à Lille, le 18 novembre 2024

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur régional de l'environnement
de l'aménagement et du logement,
Le directeur régional adjoint,